

Des chiffres terrifiants mais significatifs

Posté le : 17 mars 2016 10:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Fiscalité

Nous ne cessons d'alerter sur la gravité de la crise économique proprement française. Nous refusons les facilités trompeuses qu'offre l'emploi du PIB pour évaluer la situation. Nous préférons la valeur ajoutée des entreprises du secteur industriel et commercial de plus d'une personne, qui est désormais près de 1 300 milliards d'euros.

L'Insee vient d'en donner une analyse.

"Sur les 3,3 millions d'entreprises (non agricoles et non financières) que compte la France, 3 000 étaient réellement au cœur de l'économie. De fait, elles concentrent 52 % de la valeur ajoutée, 70 % des investissements et 83 % des [exportations](#)!

Dans le détail, ce noyau dur d'entreprises réalise une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros, « soit plus de la moitié de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie ». Elles emploient 5,1 millions de salariés. À l'opposé de ces 3 000 entreprises, 3 millions d'entreprises contribuent assez peu à la valeur ajoutée et aux investissements."

L'important est naturellement de tirer les leçons de ces chiffres. Elles sont accablantes.

On ne voit pas comment ces 3 000 entreprises peuvent faire quelque chose de significatif pour les 6 millions de chômeurs. On notera que l'effectif des fonctions publiques est **supérieur** à leur effectif salarié.

Ce chiffre est à comparer aux départs des familles fortunées, généralement appuyées sur ces grandes entreprises : entre 20 000 et 30.000, selon un décompte (officieux et d'une fiabilité discutable) basée sur l'évaporation des déclarations de revenus supérieures à 100 000 euros.

Le goût français pour la fonction publique, la dépense publique, la dette et les impôts a radicalement tué notre société d'entrepreneurs.

On constatera également le caractère dérisoire des lois Khomry et Macron, qui était déjà notable pour le CICE et autres fariboles hollandaises.

Il suffit que 20 % des entreprises de ce groupe disparaissent, soit par rachat étranger, soit par faillite, soit par délocalisation, pour que des centaines de milliers d'emplois soient encore perdues, dans le cœur même du réacteur économique. Malgré la reprise européenne de fin de cycle, ridicule par rapport aux autres épisodes du même type ces quarante dernières années, la tendance s'accuse.

Sur fond de palinodies politiciennes tellement médiocres qu'on ne peut plus parler que de honte nationale.

Inlassablement, depuis 1997, nous rappelons que le nombre de salariés dans un pays comme la France (66 millions d'habitants) devrait être au-dessus de 25 000 000 si on disposait des ratios d'emploi salarié des pays les plus dynamiques. Globalement on nous annonce 16.5 millions fin 2014, dont on voit que le tiers se trouve dans 3 000 entreprises. C'est totalement dérisoire.

L'énarchie compassionnelle et l'indigence de la gestion publique depuis les années soixante-dix ont coûté son économie privée à la France.

Rappelons qu'il n'y a pas un seul salarié du secteur marchand privé dans le gouvernement actuel composé uniquement de fonctionnaires et d'apparatchiks politiques.

Nicolas Baverez ajoute à l'endettement public de plus de 2.100 milliards, la dette connue correspondant aux retraites publiques qui est du même ordre. Mais il pourrait se contenter d'ajouter la dette privée et il arriverait à plus de 4 mille milliards selon l'Insee et près de 8.000 milliards selon McKinsey et la Deutsche Bank., chiffres dont on se sait pas s'ils tiennent compte de la créances certaines des retraites publiques. En un mot : c'est encore plus grave que ce que vous croyez, cher Nicolas !

Là encore, la vraie question est de comprendre comment on en est arrivé là. Car ces ratios ne sont pas que français et c'est lorsque le monde a dépassé en moyenne un niveau de dettes de 400% du PIB que l'économie baudruche a explosé.

La singularité française est l'existence d'un noyau tout aussi dur d'économistes socialistes (sans trop le dire, mais tout le monde sait) qui tiennent à peu près tous les postes universitaires et leurs diverses succursales, qui viennent inlassablement au secours de la dépense publique, des impôts, des mesures d'asphyxie économique, et qui ont sorti la France du débat économique pour une servilité politique de mauvais aloi. Ceux là trouvent les chiffres cités normaux et sans danger.

On voit sur la TNT des Henri Serdyniak s'emporter inlassablement contre toute critique sur le niveau de la dépense publique. Encore ! Encore ! Eric Heyer se répand partout où il peut expliquer que toute libéralisation du marché du travail est une horreur absolue. On constatera avec horreur qu'ils sévissent dans une institution dépendant de Sciences Po. Emile Boutmy et Leroy Baulieu doivent se retourner dans leur tombe. Comme si l'institut d'études politiques se devait d'être inlassablement les propagandistes du plus d'état, du plus de dépenses publiques et du plus d'impôts.

Un pays pourrit toujours pas la tête. La défaillance des élites universitaire explique pour les chiffres terrifiants que nous avons commentés ne provoquent aucune réaction publique. Ceux qui devraient être le fer de lance de la réflexion, ont mis leur carrière au service de petits intérêts politiques et idéologiques.

L'OFCE , où sévissent Heyer et Serdyniak, est censé avertir de la conjoncture. Il a été incapable de voir le gonflement de la dette globale mondiale. Il n'a pas vu arriver la crise. Il a été incapable de prévenir les politiques. Cet institut ne sert aucune recherche économique utile. C'est une machine à décérébrer. On voit qu'on a des tas de pistes pour réduire la dépense publique. Par exemple supprimer ce "machin".

Mais il est loin d'être le seul. Rappelons que les 1xx signataires de l'appel en faveur des 35 heures à la fin du siècle dernier, mesure qui a fait tant de bien à notre pays, sont tous dans des postes économiques officiels. Ils sont des rats dans le fromage de la dépense publique et ils n'ont rien compris ni rien appris.